



Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest

N°268 - 13/07/2018



ZOOM SUR...

... Le rapport semestriel de la Banque mondiale sur la situation économique et financière

Cette édition fait un focus thématique sur le changement climatique.

o Sur l'état de l'économie ivoirienne

L'analyse de la Banque mondiale est en ligne avec celle du FMI. Elle fait état d'une croissance soutenue mais légèrement en retrait par rapport à la dynamique de ces dernières années, avec un taux estimé de 7,8% à fin 2017. Malgré un contexte relativement instable marqué par des revendications sociales et la chute du cours du cacao, l'économie ivoirienne a su faire preuve de résilience, grâce à la bonne tenue du secteur agricole (+10,9% contre -1,1% en 2016).

La hausse de la demande externe nette a été le principal moteur de croissance en 2017. Bénéficiant de la hausse des exportations de produits primaires, elle a contribué à hauteur de 3,6 pts de pourcentage à la formation du PIB, contre -3,7 pts en 2016. Le rapport fait au contraire état de la baisse marquée de la contribution des investissements privés (-5 pts), et celle modérée des investissements publics (-0,3 pt.).

Globalement l'équilibre interne s'est maintenu, avec une inflation contenue, des agrégats monétaires stables et une politique budgétaire maîtrisée. Celle-ci s'est traduite par un déficit budgétaire plus bas qu'anticipé (-4,2% contre -4,5% de prévision). Ce résultat reflète les ajustements opérés par le gouvernement sur les dépenses courantes et d'investissements.

Quant à l'équilibre externe, le rapport indique qu'il s'est dégradé en 2017, avec un déficit courant de 2,1% du PIB, malgré une amélioration de la balance commerciale. Ce déficit a été financé par les IDE, l'aide internationale et l'Eurobond.

Pour 2018, la Banque mondiale présente des perspectives optimistes. La croissance devrait s'établir à 7,4%, avant de se réduire graduellement à 7,2% en 2019 et 2020. Les principaux risques baissiers sont liés à la fluctuation des prix des matières premières (notamment ceux du cacao), au resserrement de la politique monétaire, et aux tensions sociopolitiques à l'approche de l'élection présidentielle de 2020.

o Sur les défis du changement climatique

Le développement économique de la Côte d'Ivoire a reposé sur la destruction de son capital naturel, qui a diminué de 26% entre 1990 et 2014. Si d'autres pays connaissent une situation encore plus dégradée (-63% pour le Nigeria, -32% pour la Tanzanie), d'autres ont réussi à renverser la tendance (Brésil, +57%). La déforestation, l'épuisement des réserves en eau, ou encore l'érosion côtière en sont des signes visibles. Or, les plaines côtières concentrent 30% de la population et 80% de l'activité économique ivoiriennes.

Par ailleurs, les effets du changement climatique renforcent les effets négatifs de cette dégradation du capital naturel. Selon le rapport, en raison de sa position géographique, de la structure de son économie (important secteur agricole), le pays est l'un des plus vulnérables au changement climatique. **La Banque mondiale estime que le changement climatique pourrait amputer le PIB ivoirien de 2% à 4% d'ici 2040, soit entre 580 MEUR et 1,2 Md EUR** en valeur constante de 2017. Plus grave, il pourrait faire basculer 2% à 6% de ménages supplémentaires (soit un million de personnes) dans l'extrême pauvreté. L'impact sur le secteur le secteur agricole (1/4 du PIB), et plus particulièrement sur la filière cacao, serait également très important.

La Banque mondiale recommande au gouvernement d'adopter en priorité une stratégie d'adaptation, qui permette de protéger le capital (humain, naturel, productif) du pays et saisir les opportunités liées au changement climatique. Afin de respecter les engagements internationaux pris lors de l'Accord sur le climat à Paris, le gouvernement doit mobiliser l'ensemble des acteurs locaux. Pour cela, **la sensibilisation des populations doit viser à modifier le comportement des individus.** Concernant les opportunités, il s'agira de **développer les énergies renouvelables** (solaire, biomasse...) pour atteindre d'ici 2030 l'objectif de 42% dans le mix énergétique, et d'**adapter la filière cacao** (accroître les zones d'ombrage, améliorer les techniques de greffage, développer de nouvelles variétés plus résistantes etc.).

ACTUALITE REGIONALE

Inauguration de la voie routière Burkina Faso-Côte d'Ivoire

Après 10 mois de travaux, la route RN7 a été réhabilitée et élargie. Long de 72,850 km, le tronçon concerné par les travaux débute à l'entrée de Banfora (route de Sidéradougou, sud-ouest du pays) et finit à la frontière de la Côte d'Ivoire au niveau du pont Léraba. Les travaux ont mobilisé 6,7 Mds FCFA (10,2 MEUR), financés par le Fonds spécial routier du Burkina Faso.

Signature d'un accord de pêche entre la Mauritanie et le Sénégal

Cet accord autorise les pêcheurs sénégalais à accéder aux zones de pêches mauritaniennes et à utiliser 400 embarcations pour un quota de 50 000 tonnes/an. L'accord précise également que les prises seront débarquées sur les ports mauritaniens ou par transbordement de manière à garantir l'identification des quantités prises. De ces prises, 6 % seront destinées à l'approvisionnement du marché mauritanien. En échange, les Mauritaniens percevront l'équivalent de 15 MEUR par tonne pêchée, montant destiné à couvrir les frais de procédure de contrôle des quantités pêchées.

BENIN

Standard & Poor's attribue au pays une note de risque souverain B+ après 6 ans sans évaluation

Cette notation, associée à une perspective stable, fait suite à la mission effectuée en mars dernier par Fitch et Moody's. Elle positionne le Bénin, à l'instar du Sénégal et du Kenya, au premier rang des pays d'Afrique évalués par l'agence S&P (hors Afrique du Sud et Maroc), devant des pays tels que le Nigeria ou le Rwanda (B, perspective Stable). La dernière notation datait de février 2012 avec un niveau B, perspective négative.

MAURITANIE

Hausse de près de 4% de la dette extérieure estimée à 4,1 Mds USD fin 2017

D'après le rapport annuel 2017 de la Banque centrale de Mauritanie (BCM), cette augmentation s'explique par de nouveaux décaissements sur emprunts extérieurs et de mouvements de change. Le taux d'endettement global par rapport au PIB est néanmoins revenu à 82,2% contre 83,4% en 2016, grâce à une dynamique plus forte de la croissance économique. Le ratio du service de la dette extérieure se situait à 12,9% en 2017. La Mauritanie est classée en risque de surendettement élevé par le FMI.

ENTREPRISES & PROJETS

BENIN

21 MUSD sur 5 ans après l'inscription du parc animalier W-Arly - Pendjari (W.A.P.) au patrimoine mondial de l'UNESCO

L'inscription sur cette liste consacre la valeur universelle exceptionnelle d'un bien culturel ou naturel afin qu'il soit protégé au bénéfice de l'humanité. L'ONG sud-africaine *African Parks Networks* avait signé antérieurement un contrat d'affermage de 10 ans avec l'Etat béninois pour la protection et la gestion du parc de la Pendjari. Le programme est évalué à 21 MUSD sur 5 ans, dont 6 MUSD seront apportés par l'Etat.

Adoption d'un nouveau code pénal

L'Assemblée nationale a adopté le nouveau Code pénal, dix-sept ans après avoir reçu le texte. Parmi les nouvelles dispositions, figure la pénalisation (article 929) de la vente illicite de l'essence, dite « kpayo ». Le gouvernement promet d'accompagner la reconversion des petits revendeurs pendant une période de six mois. Cette importante décision devrait permettre de relancer la Société nationale de commercialisation des produits pétroliers (SONACOP), qui exploite 94 stations et 7 dépôts.

Lancement officiel du Fonds national de développement agricole (FNDA) de 294 Mds FCFA (448,2 MEUR)

Créé en 2014, puis restructuré en 2017, le FNDA doit constituer un relai du Fonds régional de développement agricole (FRDA) de l'UEMOA en appui au financement agricole pendant 5 ans. Il décline ses activités selon trois guichets : la réalisation d'investissements structurants, l'accès aux services non financiers et l'accès aux services financiers. L'Etat a assuré une première dotation au fonds de 10 Mds FCFA (15,2 MEUR), alors que d'autres dotations seront annoncées dans les prochaines semaines. Le fonds facilitera l'accès au crédit du secteur agricole à travers des subventions ciblées et des instruments financiers adaptés (fonds de garantie, bonification d'intérêts etc.).

BURKINA FASO

Nouveau Cadre de partenariat (CPF) adopté par la Banque mondiale pour 2018-2023

La Banque mondiale avait pris l'engagement, lors de la table ronde sur le financement du PNDES à Paris en décembre 2016, d'accompagner le Burkina Faso dans la mise en œuvre de son plan de développement. Ce partenariat vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie afin de créer des emplois productifs, à renforcer les investissements en capital humain et développer la protection sociale. À ce jour, plus de 800 MUSD ont été alloués au pays par la Banque. Ce nouveau cadre prévoit plus de 2 Mds USD de dons et crédits concessionnels à allouer sur la période, avec notamment un financement record de 300 MUSD récemment alloué au secteur stratégique de l'eau et de l'assainissement.

Lancement officiel du Programme d'appui à la gestion publique et aux statistiques (PAGPS) afin d'améliorer l'efficacité de l'action publique

D'un coût global de 10 Mds FCFA (15,2 MEUR) pour une période de 5 ans, et financé par l'UE, le PAGPS se structure autour de deux sous-programmes visant à (1) promouvoir une gestion saine des finances publiques et (2) renforcer le système statistique national.

COTE D'IVOIRE

193,5 Mds FCFA (295 MEUR) d'investissements bénéficiaires des dispositions du Code des investissements au 1^{er} trimestre 2018

Au titre du régime d'agrément à l'investissement et du régime de la déclaration à l'investissement, 61 entreprises ont obtenu un avis favorable pour y bénéficier. Le montant total estimé des investissements projetés sur le 1^{er} trimestre 2018 est en hausse de 114,4% par rapport à 2017. 13 entreprises ont effectivement réalisé des investissements à hauteur de 21 Mds FCFA (32 MEUR), contre 28 Mds FCFA (42,7 MEUR) projetés. Ces entreprises ont créé 971 emplois contre 356 initialement prévus. Pour rappel, le secteur industriel a enregistré en 2017 le niveau d'investissements le plus élevé avec près de 50 Mds FCFA (76 MEUR).

Près de 15 Mds FCFA (23 MEUR) pour l'approvisionnement en eau à Bouaké et dans les régions du Nord et Centre-Nord suite aux intempéries

Deux programmes d'urgence ont été lancés par le gouvernement : (1) le premier à Bouaké, pour 5 Mds FCFA (7,6 MEUR), avec la distribution d'eau par camions citernes, la réalisation de forages d'appoint, la réhabilitation de pompes, et la pose d'unités de traitement d'eau. Une conduite de transfert d'eau du lac de Kossou à la station de traitement de la Loka situé à Bouaké va également être construite ; (2) le second dans 14 localités des régions du Nord et Centre-Nord, pour 9,6 Mds FCFA (14,6 MEUR), afin de réhabiliter les retenues d'eau, les unités de traitement et l'installation d'unités compactes de traitement.

3 accords de prêt signés avec la Banque ouest africaine de développement (BOAD) pour un montant total de 55 Mds FCFA (83,8 MEUR)

Le 1^{er} accord de financement (15,5 Mds FCFA, soit 23,6 MEUR) prévoit la construction de quatre barrages pour la riziculture et le maraicher dans les régions du Folon et du Kabadougou (nord-ouest). Le 2^e accord (10 Mds FCFA, 15,2 MEUR) vise l'installation de deux réservoirs pour les quartiers de Marcory, Port-Bouet et Treichville afin de renforcer le système d'alimentation en eau potable d'Abidjan. Enfin, le 3^e accord (29,5 Mds FCFA, 45 MEUR) financera le projet de renforcement et de

sécurisation du réseau d'assainissement du district d'Abidjan, suite, entre autres, aux récentes inondations.

Lancement du 2^e Plan d'actions de politique sectorielle (PAPS) du ministère de la justice et des droits de l'Homme visant à améliorer l'Etat de droit

En ligne avec le PND 2016-2020 et le PAPS1, ce nouveau PAPS est conçu sur la base d'une méthode participative et vise à améliorer le système judiciaire et pénitentiaire national. Il est articulé autour de trois axes : (1) l'amélioration de l'accessibilité des citoyens au système judiciaire ; (2) la transparence des institutions judiciaires ; (3) la modernisation du système pénitentiaire. Prévue pour couvrir la période 2016-2020, la mise en œuvre du PAPS 2 est estimée à 210 Mds FCFA (320 MEUR).

9 Mds USD d'investissements potentiels grâce à la transition énergétique d'ici 2030 selon la Banque mondiale

L'objectif avancé par le ministère ivoirien du pétrole, de l'énergie et du développement des énergies renouvelables et la Société financière internationale (SFI), du groupe de la Banque mondiale, dans leur feuille de route commune est d'atteindre 42% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030. Intitulée « Contribution prévue déterminée au niveau national » (CPDN), cette ambition fait suite à l'engagement de la Côte d'Ivoire, pris lors de l'Accord de Paris sur le Climat, de réduire de 28% ses émissions de gaz à effet de serre sur la période.

460 Mds FCFA (701,3 MEUR) annoncés pour améliorer la distribution d'électricité

Le Projet de développement et de réhabilitation du réseau électrique de Côte d'Ivoire (PRODERCI) prévoit entre autres la construction de 1685 km de lignes haute tension, de 11 postes haute tension et l'extension de 15 postes existants. Pour mémoire, selon la Banque mondiale 64,3% de la population ivoirienne avait accès à l'électricité en 2016 (38% en zones rurales). En parallèle, la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE) avance un taux de ménages raccordés de 28%, avec un maximum de 54% pour la région des Lagunes (où se trouve Abidjan) et un minimum de 10% dans celle des Montagnes (dont Man est la capitale).

NIGER

La direction générale des impôts (DGI) obtient la note la plus basse lors d'une évaluation de ses performances

Cet audit externe, réalisé selon la méthodologie du *Tax Administration Diagnostic Assessment Tool* (TADAT) développée par le FMI, mesure les performances des systèmes d'administration fiscale par rapport aux bonnes pratiques internationales. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme des réformes de gestion des finances publiques (PRGFP 2017-2020) adopté par le gouvernement du Niger et ses partenaires techniques et financiers. La DGI a obtenu une note globale de D, soit la note la plus basse.

4 accords de financement d'un montant global de 51 Mds FCFA (77,8 MEUR)

Un accord de don de 4,5 millions de Droits de tirage spéciaux (DTS) et un prêt de 15,9 MEUR ont été signés avec l'Association internationale de développement (AID), au profit du Projet d'appui régional à l'initiative pour l'irrigation au Sahel. Les trois autres accords concernent des prêts de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) en faveur (1) du Projet de renforcement de la résilience de l'agriculture face au changement climatique pour 10 Mds FCFA (15 MEUR), (2) de la réhabilitation et l'aménagement des routes Bella II-Gaya-Bénin, Bella II-Sabon Gari et Gaya-Nigéria, pour 15 Mds FCFA (23 MEUR) et (3) du Projet d'électrification rurale par micros centrales hybrides pour 12 Mds FCFA (18 MEUR).

5 MUSD d'investissements sur deux ans par une entreprise turco-australienne dans le projet aurifère Bouli

La société australienne Vital Metals a annoncé qu'elle exécutera l'accord conclu en octobre 2017 avec l'entreprise turque Summa pour acquérir 50% de participation dans le projet aurifère Bouli, contre un investissement de 5 MUSD dans l'exploration, sur une durée de 2 ans. Elle aura la possibilité d'acquérir les intérêts de Summa, en échange d'une redevance de 2,5% sur les revenus bruts. Vital Metals a dépensé 1 MUSD ces derniers mois pour réaliser des forages lui permettant d'identifier des zones de haute teneur. Vital Metals détient également le projet Nahouri, au Burkina Faso.

Hausse de près de 7% du taux de pénétration téléphonique en 2017

Selon le rapport 2017 publié par l'Autorité de régulation des télécommunications et de la poste (ARTP) au Niger, le taux de pénétration téléphonique serait passé de 38,6% en 2016 à 45,5% en 2017, soit une hausse de 7%. Néanmoins, le marché de la téléphonie a connu une baisse globale du trafic au cours de la période. Le taux de l'internet mobile est lui passé de 1,4% à 23,2% entre 2012 et 2017. Pour rappel, 4 opérateurs de téléphonie opèrent au Niger, à savoir : Airtel (50% du marché mobile en 2016), Orange (30%), Moov (12%) et Niger Télécom (8%).

Lancement officiel des travaux de construction de l'hôtel présidentiel Radisson Blu de Niamey

Ce projet est réalisé dans le cadre de l'organisation de la 33^{ème} Conférence du sommet de l'Union africaine prévue à Niamey en juillet 2019. D'un coût d'environ 30 Mds FCFA (45,7 MEUR), les travaux sont financés et réalisés par la société turque Summa. Il est prévu qu'ils soient terminés en avril 2019. L'hôtel sera un complexe 5 étoiles de 17 niveaux, sur une superficie de 21 000 m², avec une capacité de 190 chambres. Les travaux, lancés en avril dernier, ont atteint, à ce jour, un taux de réalisation de 10%.

EVENEMENTS

BURKINA FASO

13^e édition des journées des Journées de l'entrepreneuriat

Les 13^e Journées de l'entrepreneuriat burkinabè (JEB) organisées par la Maison de l'entreprise ont eu lieu du 5 au 7 juillet 2018 à Ouagadougou. Les projets d'entreprises jugés les plus innovants ont été récompensés par des prix en espèces de 61 MFCFA (93 000 EUR) et d'autres prix non financiers (assistance technique, bourses d'études, connexion d'internet, billets d'avion). Le ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat Harouna Kaboré a par ailleurs annoncé que le gouvernement lancera en septembre prochain un projet de 1 Md FCFA (1,5 MEUR) pour soutenir 130 PME.

Salon international du coton et du textile (SICT 2018) du 27 au 29 septembre 2018 à Koudougou

Le SICT 2018 sera sous le thème "La transformation intégrée du coton, facteur de création d'emplois et de richesses". Selon la directrice de l'Agence burkinabè des investissements (ABI), Bintou Diallo, l'objectif est de "créer en Afrique et singulièrement au Burkina Faso, un cadre permanent de discussion des experts mondiaux sur la transformation du coton ainsi que la création d'un espace d'affaires pour des investisseurs potentiels dans le secteur". Plus de 1000 visiteurs professionnels sont attendus.

MAURITANIE

Visite du Président Emmanuel Macron

Le Président a apporté le soutien de la France à l'initiative de l'Union africaine visant à assurer un financement autonome et prévisible aux opérations militaires africaines, et a appelé à une rapide mise en œuvre du soutien international au G5 Sahel. Cette visite a par ailleurs été l'occasion pour l'AFD de signer trois conventions de financement : (1) 10 MEUR en appui au Programme national du secteur de l'éducation, formation et insertion (PNDSE II) ; (2) 10,5 MEUR pour la relance de l'irrigué dans les régions du Gorgol et du Guidimakha (ASARIGG) et (3) 500 000 EUR en appui au Fonds d'études et de renforcement de capacités (FERC) pour le développement des PPP dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

Copyright

Lettre réservée à la seule utilisation des destinataires. Les articles ne peuvent en aucun cas être reproduits ou cotés. Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Abidjan (adresser les demandes à abidjan@dgtr-sor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur :

Service Économique Régional pour l'Afrique de l'ouest

Adresse :

17 B.P. 151 Abidjan 17

Abidjan

Côte d'Ivoire

Indicateurs Pays (2017)	Bénin	B. Faso	Cap-V.	RCI	Gambie	Guinée	GB	Mali	Mauritanie	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.)</i>	11	19	0,5	25	2	13	2	19	4	19	16	8	110,3	1 033
Macroéconomie														
<i>PIB (Mds\$)</i>	9,4	13,2	1,7	40,3	1	9,1	1,3	15	5,1	7,9	16,2	4,8	114,2	1 529,1
<i>PIB / hab (\$)</i>	825	696	3 212	1 615	471	702	762	794	1 321	421	1 007	622	1 035	1 480
<i>Croissance PIB réel (%)</i>	5	6	4	8	3	7	5	5	3	4	7	5	6,5	2,6
<i>Inflation (%)</i>	2,0	1,5	1,0	1,0	8,3	8,5	2,8	0,2	2,5	1,0	2,1	0,8	1,5	11
Finances Publiques														
<i>Déficit public (%PIB)</i>	-6	-6	-4	-5	-3	-1	-2	-4	1	-8	-4	-5	-5	-5
<i>Dette publique (%PIB)</i>	53	37	129	51	113	43	43	35	92	52	61	80	46	45
<i>Pression fiscale (%PIB)</i>	14	17	20	16	15	15	9	15	19	14	21	18	16	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-
Echanges														
<i>Balance commerciale (%PIB)</i>	-8	-2	-33	7	-27	-16	4	-5	-4	-13	-12	-21	-3	-1
<i>Exportations françaises vers² (M\$)</i>	237	258	40	1 187	9	159	5	407	163	143	839	327	3 404	13 457
<i>Importations françaises depuis³ (M\$)</i>	5	20	0,5	871	6	146	0,3	12	48	243	83	12	1247	9211
<i>Balance courante (%PIB)</i>	-9	-7	-6	2	-9	-25	0	-7	11	-19	-5	-8	-6	-3
Aspects qualitatifs														
<i>IDH⁴</i>	167	185	122	171	173	183	178	175	157	187	162	166	-	-
<i>Doing Business⁵</i>	151	148	127	139	146	153	176	143	150	144	140	156	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	B	C	-	D	-	D	D	C	B	C	-	-

Données : FMI (WEO ; article IV ; revues programme) sauf indications contraires.

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map - 2016

³ Trade Map - 2016

⁴ PNUD - mars 2017 - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - octobre 2017 - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque